

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

29 NOVEMBRE 1968. — Arrêté royal fixant la procédure des enquêtes de commodo et incommodo et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1968 portant la mise en vigueur de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les décisions à prendre, à soumettre à l'enquête de commodo et incommodo, en vertu de l'article 19 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, sont transmises aux fins de réquisition des bourgmestres de la manière suivante :

1° Les décisions à prendre par le Roi ou le Ministre de l'Agriculture, sont transmises au gouverneur de province intéressé.

Les décisions à prendre par le Roi sont transmises au gouverneur de province par le Ministre de l'Agriculture.

2° Les décisions à prendre par la députation permanente du conseil provincial sont transmises au gouverneur de province.

Lorsque l'enquête de commodo et incommodo doit être organisée dans une commune sise hors du ressort de sa province, le gouvernement transmet le dossier au gouverneur territorialement compétent.

3° Les décisions à prendre par le gouverneur de province sont transmises directement au bourgmestre des communes intéressées.

Toutefois, lorsque l'enquête de commodo et incommodo doit être organisée dans une commune sise hors du ressort de sa province, le gouverneur transmet le dossier au gouverneur territorialement compétent.

4° Les décisions à prendre par le conseil communal sont transmises directement au bourgmestre de la commune.

Art. 2. § 1er. Les décisions à prendre sont transmises sous forme de projet de décision.

§ 2. Lorsque les décisions concernent l'exécution des travaux, elles portent en annexe un dossier contenant les plans, les descriptions et les indications nécessaires, pour permettre de connaître la nature des travaux, leur situation exacte, et les modifications qu'ils entraînent par rapport à la situation existante.

§ 3. Lorsqu'une part contributive dans les frais des travaux envisagés doit être mise à charge d'une personne de droit public ou privé, le dossier en contiendra en outre :

1° le projet de décision ce concernant;

2° la liste nominative de ces personnes avec leur adresse et le montant estimé de la part contributive qui sera mis à leur charge;

3° un avis individuel contenant les mêmes indications que celles prévues au 2° du présent paragraphe.

Ces documents sont rédigés par l'autorité chargée de prendre la décision.

27749

MINISTERIE VAN LANDBOUW

29 NOVEMBER 1968. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de procedure bij de onderzoeken de commodo et incommodo, voorgeschreven door de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1968 betreffende de inwerkingtreding van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op het voorstel van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De krachtens artikel 19 van de wet van 28 december 1967 betreffende onbevaarbare waterlopen te nemen beslissingen, die het voorwerp moeten uitmaken van het onderzoek de commodo et incommodo, worden met het oog op de opvordering van de burgemeester, als volgt overgemaakt :

1° De door de Koning of de Minister van Landbouw te nemen beslissingen worden overgemaakt aan de betrokken provincie-gouverneur.

De door de Koning te nemen beslissingen worden door de Minister van Landbouw aan de gouverneur van de provincie overgemaakt.

2° De door de bestendige deputatie van de provincieraad te nemen beslissingen worden aan de gouverneur van de provincie overgemaakt. Wanneer het onderzoek de commodo et incommodo moet georganiseerd worden in een gemeente die buiten het rechtsgebied van zijn provincie gelegen is, maakt de provinciegouverneur het dossier over aan de territoriaal bevoegde gouverneur.

3° De door de gouverneur van de provincie te nemen beslissingen worden rechtstreeks aan de burgemeester van de betrokken gemeente overgemaakt.

Wanneer echter het onderzoek de commodo et incommodo moet georganiseerd worden in een gemeente die buiten het rechtsgebied van zijn provincie gelegen is, maakt de gouverneur het dossier over aan de territoriaal bevoegde gouverneur.

4° De door het gemeentebestuur te nemen beslissingen worden samen met de opvordering, rechtstreeks aan de burgemeester van de gemeente overgemaakt.

Art. 2. § 1. De te nemen beslissingen worden overgemaakt onder de vorm van ontwerp van beslissing.

§ 2. Wanneer de beslissingen betrekking hebben op de uitvoering van werken wordt er, in bijlage, een dossier aan toegevoegd met de nodige plannen, beschrijvingen en aanduidingen ten einde toe te laten de aard te kennen van de werken, hun juiste liggingen en de wijzigingen die zij met zich brengen vergeleken met de bestaande toestand.

§ 3. Wanneer een bijdrage in de kosten van de beschouwde werken ten laste moet komen van een publiek- of privaatrechterslike persoon dient het dossier daarnaast nog te bevatten :

1° het desbetreffend ontwerp van beslissing;

2° de naamlijst van die personen met hun adres en het geraamde bedrag van de bijdrage dat te hunnen laste zal komen;

3° een individueel advies met dezelfde aanduidingen als diegene die voorzien zijn onder 2° van deze paragraaf.

Deze stukken worden opgemaakt door de overheid die belast is met het nemen van de beslissing.

§ 4. Lorsqu'au cours des travaux cç au moment de leur achèvement il s'avère nécessaire de mettre à charge de personnes de droit privé ou public autres que celles reprises à la liste nominative dont question au § 3 du présent article, une partie des frais, ou, s'il s'avère nécessaire de décharger une des personnes de droit privé ou public de sa part contributive dans les frais, la nécessité en est constatée dans une décision motivée dont le projet de décision est soumis à l'enquête de commodo et incommodo dans les mêmes formes et les mêmes conditions prévues au présent arrêté, à l'exception toutefois de l'affichage; l'enquête se limite aux personnes à charge desquelles une part contributive sera décidée ou a été décidée.

Art. 3. Le gouverneur de province, dans les quinze jours de la réception des documents destinés à l'enquête de commodo et incommodo, requiert le bourgmestre de chaque commune intéressée de déposer, pour consultation à la maison communale, les documents relatifs aux décisions à prendre.

Le dépôt a lieu pendant 20 jours de calendrier.

La réquisition fixe les heures pendant lesquelles les documents sont accessibles au public.

Art. 4. Dans les dix jours de la réception de la réquisition, le bourgmestre requis procède au dépôt des documents à la maison communale où ils peuvent être consultés pendant les heures fixées dans la réquisition.

Le dépôt des documents est annoncé dans la commune par voie d'affichage.

Il est dressé procès-verbal du jour et du lieu du dépôt, ainsi que des affichages.

Art. 5. § 1er. Lorsque l'enquête de commodo et incommodo concerne une décision relative à l'exécution de travaux extraordinaires d'amélioration ou de modification, le bourgmestre requis, dans les huit jours de la réception de la réquisition, en avise les propriétaires ou les occupants des parcelles riveraines du cours d'eau non navigable, sises le long du tronçon sur lequel les travaux seront exécutés.

L'avis porte la mention du lieu du dépôt, de la date du début et de la clôture du dépôt, et des heures pendant lesquelles les documents peuvent être consultés.

L'avis est donné sans frais, à la requête du collège du bourgmestre et des échevins par le commissaire de police ou le garde-champêtre du lieu, contre décharge signée et datée, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 2. Il avise de même, à l'aide des avis individuels joints au dossier par l'autorité de décision, qu'il complète par les mentions prévues à l'alinéa 2 du § 1er du présent article, les personnes de droit public ou privé qui figurent sur la liste de celles à charge desquelles les autorités compétentes décident de mettre une part contributive des frais de ces travaux.

Art. 6. Pendant le délai de dépôt, les personnes intéressées informent le bourgmestre, par lettre recommandée avec accusé de réception, des motifs qu'elles invoquent à l'encontre des décisions dont enquête.

La lettre doit mentionner en tête le nom et l'adresse de l'expéditeur.

Art. 7. A l'expiration du délai de dépôt, il est dressé procès-verbal constatant la clôture du dépôt; le procès-verbal contient la liste des personnes dont les observations ont été reçues avant l'expiration du délai de dépôt.

Les observations parvenues après l'expiration du délai de dépôt sont renvoyées à l'expéditeur ou détruites; si l'expéditeur n'est pas connu ou ne peut être identifié.

Art. 8. Lorsque l'enquête concerne des décisions qui sont de la compétence du conseil communal, le bourgmestre lui transmet le dossier de l'enquête dans les huit jours qui suivent la clôture du dépôt; dans les autres cas, il transmet le dossier dans le même délai au gouverneur de province.

§ 4. Blijkt het in de loop van de werken of bij voltooiing ervan nodig te zijn een doel van de kosten ten laste te leggen van andere publiek- of privaatrechterlijke personen dan diegene die vermeld zijn op de noemlijst waarvan sprake in § 3 van dit artikel, of een van de publiek- of privaatrechterlijke personen vrij te stellen van zijn aandeel in de kosten, dan wordt de noodzakelijkheid hiervan vastgesteld in een met redenen omklede beslissing waarvan het ontwerp van beslissing wordt afhankelijk gesteld van het onderzoek de commodo et incommodo, in dezelfde vormen en voorwaarden als diegene die voorzien zijn in dit artikel, met uitzondering echter van het aanbrengen van aanplakbrieven; het onderzoek blijft beperkt tot de personen ten laste van welke er beslist zal worden of beslist werd in de kosten bij te dragen.

Art. 3. Binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van de voor het onderzoek de commodo et incommodo bestemde stukken, vordert de gouverneur van de provincie de burgemeester van elke betrokken gemeente op de stukken betreffende de te nemen beslissingen ter inzage in het gemeentehuis neer te leggen.

Zij blijven er 20 kalenderdagen ter inzage.

In de opvordering worden de uren bepaald gedurende dewelke de stukken ter inzage liggen van het publiek.

Art. 4. Binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van de opvordering gaat de opgevorderde burgemeester over tot de neerlegging van de stukken ten gemeentehuize, waar zij ter inzage liggen tijdens de uren vastgesteld in de opvordering.

De neerlegging van de stukken wordt door aanplakbrieven in de gemeente bekend gemaakt.

Er wordt proces-verbaal opgemaakt van de dagen en plaats van neerlegging, alsook van het aanbrengen van de aanplakbrieven.

Art. 5. § 1. Wanneer het onderzoek de commodo et incommodo betrekking heeft op een beslissing in verband met de uitvoering van buitengewone werken, van verbetering of van wijziging, dan stuurt de opgevorderde burgemeester binnen de acht dagen van de ontvangst van de opvordering hiervan bericht aan de eigenaar of gebruiker van de percelen die, langs het riviervak waar de werken zullen worden uitgevoerd, aan de onbevaarbare waterloop grenzen.

In dit bericht wordt melding gemaakt van de plaats van neerlegging, van de begin- en einddatum ervan en van de uren gedurende dewelke de documenten ter inzage liggen.

Dit bericht wordt, op aanvraag van het college van burgemeester en schepenen, kosteloos overgemaakt door de politiecommissaris of de plaatselijke veldwachter mits ondertekend en gedagtekend ontvangstbewijs, of overgemaakt per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

§ 2. Bij middel van individuele berichten die door de beslissende overheid bij het dossier worden gevoegd en aan dewelke hij de meldingen toevoegt voorzien in het tweede lid van paragraaf 1 van dit artikel, verwittigt de burgemeester eveneens de publiek- of privaatrechterlijke personen die vermeld worden op de lijst van diegenen die, krachtens een beslissing van de bevoegde overheid, met een bijdrage in de kosten van de werken zullen worden belast.

Art. 6. Tijdens de termijn van de neerlegging brengen de belanghebbende personen door middel van een aangetekende brief met bericht van ontvangst, de burgemeester in kennis van de redenen die zij inroepen tegen de beslissingen nopens dewelke een onderzoek is ingesteld.

Bovenaan de brief dient de naam en het adres van de afzender te worden vermeld.

Art. 7. Na verloop van de neerleggingstermijn wordt proces-verbaal opgemaakt in hetwelk de afsluiting van de neerleggingstermijn wordt vastgesteld; het proces-verbaal bevat de lijst van de personen wier opmerkingen ontvangen werden vóór de afsluiting van de neerleggingstermijn.

De opmerkingen ontvangen na afsluiting van die termijn worden aan de afzender teruggestuurd of worden vernietigd wanneer deze laatste niet gekend is of niet kan geïdentificeerd worden.

Art. 8. Wanneer het onderzoek betrekking heeft op beslissingen die onder de bevoegdheid vallen van de gemeenteraad, maakt de burgemeester, binnen de acht dagen die op de afsluiting van de neerleggingstermijn volgen, het dossier van het onderzoek aan die raad over; in de overige gevallen wordt het dossier binnen dezelfde termijn aan de gouverneur van de provincie overgemaakt.

Le dossier de l'enquête comprend dans l'ordre :

1^e la réquisition adressée au bourgmestre et les documents annexes;

2^e le procès-verbal de l'ouverture du délai de dépôt et celui des affichages;

3^e éventuellement :

a) la liste nominative des propriétaires ou occupants des parcelles riveraines visés à l'article 5, § 1er;

b) les talons des récépissés des envois recommandés et les décharges signées et datées, concernant ces propriétaires ou occupants;

c) les observations reçues de la part de ces propriétaires ou occupants, avec leur enveloppe d'envoi, classées dans l'ordre de la liste.

4^e éventuellement :

a) la liste nominative des personnes de droit privé ou public prévue à l'article 5, § 2;

b) les talons des récépissés des envois recommandés et les décharges signées et datées, concernant ces personnes;

c) les observations reçues de la part de ces personnes, avec leur enveloppe d'envoi, classées dans l'ordre de la liste.

5^e les observations reçues de la part des personnes autres que celles reprises au 3^e et 4^e, avec leur enveloppe d'envoi.

6^e le procès-verbal de clôture de l'enquête contenant la liste de toutes les personnes dont les observations ont été reçues dans les délais.

Art. 9. Lorsque l'enquête concerne des décisions qui ne sont pas de sa compétence, le gouverneur de province transmet le dossier dans les huit jours de sa réception, soit à la députation permanente du conseil provincial, soit au gouverneur à la demande duquel le bourgmestre a été requis, soit au Ministre de l'Agriculture, selon le cas.

Art. 10. Les autorités, ayant compétence pour décider, prennent leur décision dans le mois qui suit la réception du dossier de l'enquête.

Art. 11. Le recours au Roi prévu par l'article 19 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, au profit du collège des bourgmestres et échevins et des personnes de droit privé ou public, est adressée par lettre recommandée au Ministre de l'Agriculture.

Le recours indique le nom, l'adresse du requérant et la qualité en vertu de laquelle il exerce son recours, la décision contre laquelle il est dirigé et les motifs invoqués.

Il est statué sur le recours dans les deux mois de sa réception par le Ministre de l'Agriculture, sauf pour ceux introduits avant le 1er août 1969.

Art. 12. Les réquisitions, avis et procès-verbaux dont question dans le présent arrêté, sont établis conformément aux modèles en annexe.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1968.

Art. 14. Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1968.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,

Ch. HEGER

Het dossier van het onderzoek omvat in volgorde :

1^e de aan de burgemeester geadresseerde opvordering en de aangehechte stukken;

2^e het proces-verbaal van de openverklaring van de neerleggingstermijn en van het aanbrengen van de aanplakbrieven;

3^e gebeurlijk :

a) de naamlijst van de bij artikel 5, § 1, bedoelde eigenaars of gebruikers;

b) de stroken van de bewijzen van ontvangst van de aangetekende brieven en de ondertekende en gedagtekende ontvangstbewijzen betreffende die eigenaars of gebruikers;

c) de van die eigenaars of gebruikers ontvangen opmerkingen, samen met de omslag waarin zij verstuurd werden, geclassificeerd in de volgorde van de lijst.

4^e gebeurlijk :

a) de naamlijst van de publiek- of privaatrechterlijke personen, bedoeld bij artikel 5, § 2;

b) de stroken van de bewijzen van ontvangst van de aangetekende brieven en de ondertekende en gedagtekende ontvangstbewijzen betreffende die personen;

c) de opmerkingen van die personen, samen met de omslag waarin zij verstuurd werden, geclassificeerd in de volgorde van de lijst.

5^e de opmerkingen van andere personen dan diegenen bedoeld bij 3^e en 4^e van dit artikel, samen met de omslag waarin zij verstuurd werden.

6^e het proces-verbaal van afsluiting van de neerleggingstermijn, met de lijst van al de personen wier opmerkingen ontvangen werden binnen de gestelde termijn.

Art. 9. Wanneer het onderzoek betrekking heeft op beslissingen die niet onder de bevoegdheid vallen van de gouverneur van de provincie, wordt het dossier, binnen de acht dagen na de ontvangst ervan, naargelang van het geval, overgemaakt hetzelf aan de bestendige deputatie van de provinciale raad, hetzelf aan de gouverneur op wiens aanvraag de burgemeester opgevoerd werd, hetzelf aan de Minister van Landbouw.

Art. 10. De overheden, die bevoegd zijn om te beslissen, nemen hun beslissing binnen de maand volgend op de ontvangst van het onderzoeks-dossier.

Art. 11. Het verhaal bij de Koning ten bate van het college van burgemeester en schepen en van de publiek- of privaatrechterlijke personen, voorzien bij artikel 19 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, wordt per aangetekende brief aan de Minister van Landbouw overgemaakt.

Het verhaal vermeldt naam en adres van de eiser, de hoedanigheid in dewelke verhaal wordt genomen, de beslissing tegen dewelke dit verhaal wordt ingesteld en de ingeroepen motieven.

Er wordt uitspraak gedaan betreffende het verhaal binnen de twee maand na ontvangst ervan door de Minister van Landbouw, behalve wanneer het werd ingesteld vóór 1 maart 1969; in dit laatste geval zal er ten laatste worden beslist vóór 1 augustus 1969.

Art. 12. De opvorderingen, adviezen en processen-verbaal, waarvan sprake is in dit besluit, worden opgemaakt overeenkomstig de modellen in bijlage.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1968.

Art. 14. Onze Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 november 1968.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,

Art. 2. L'arrêté ministériel du 18 mars 1963 fixant les régions de production de semences contrôlées de trèfle et de betteraves, est abrogé.

Bruxelles, le 7 janvier 1969.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 18 maart 1963 tot afbakening van produktiestreken voor gekoerd klaver- en bietzaad wordt opgeheven.

Brussel, 7 januari 1969.

CH. HEGER

8/3/69

Arrêté royal du 29 novembre 1968 fixant la procédure des enquêtes de commodo et incommodo et des recours prévus par la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables (« Moniteur belge » n° 17 du 24 janvier 1969). — Errata

Dans les annexes de l'arrêté royal précité, les errata suivants sont à apporter :

1. Annexe 1. Texte français : supprimer à la 13e ligne, après les mots « la détermination des points d'origine (2) » les mots « navigables, repris aux tableaux ou cartes en annexe ».

2. Annexe 4. Texte français et néerlandais : remplacer le chiffre « (1) » à la fin des 4e, 6e, 7e et 12e lignes par le chiffre « (2) ».

3. Annexe 5. Texte français et néerlandais : remplacer le chiffre « (1) » à la fin de la 15e ligne par le chiffre « (2) ».

4. Annexe 6. Texte français et néerlandais : remplacer le chiffre « (1) » à la fin de la 14e ligne par le chiffre « (2) ».

5. Annexe 8. Texte français et néerlandais :

a) supprimer le chiffre « (1) » à l'intitulé;
b) remplacer le chiffre « (2) » à la fin des 7e, 8e et 9e lignes par le chiffre « (1) ».

6. Annexe 9. Texte français et néerlandais :

a) supprimer le chiffre « (1) » à l'intitulé;
b) remplacer le chiffre « (2) » à la fin des 7e, 8e et 9e lignes par le chiffre « (1) ».

7. Annexe 10. Texte français et néerlandais :

a) supprimer le chiffre « (1) » à l'intitulé;
b) remplacer le chiffre « (2) » à la fin des 7e, 8e et 9e lignes par le chiffre « (1) ».

Même annexe. Texte français : modifier la deuxième ligne comme suit : « je soussigné..., bourgmestre agissant en exécution de la réquisition ».

8. Annexe 11. Texte français et néerlandais : supprimer le chiffre « (1) » à l'intitulé.

9. Annexe 12. Texte français et néerlandais :

a) supprimer le chiffre « (1) » à l'intitulé;
b) remplacer le chiffre « (2) » à la fin des 6e, 7e, 10e et 12e lignes par le chiffre « (1) ».

Même annexe. Texte français : à la 17e ligne, après les mots « domicilié à » insérer le chiffre « (2) ».

10. Annexe 13. Texte français et néerlandais :

a) supprimer le chiffre « (1) » à l'intitulé;
b) remplacer le chiffre « (2) » à la fin des 6e, 7e et 8e lignes par le chiffre « (1) ».

Même annexe. Texte français : remplacer après l'intitulé la mention « (Mod. 5 B) » par la mention « (Mod. 5 C) ».

Koninklijk besluit van 29 november 1968 houdende vaststelling van de procedure bij de onderzoeken de commodo et incommodo, voorgeschreven door de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen (« Belgisch Staatsblad » nr. 17 van 24 januari 1969). — Errata

In de bijlagen van het hoger vermeld koninklijk besluit dienen volgende errata aangebracht :

1. Bijlage 1. Franse tekst : op de 13e lijn, na de woorden « la détermination des points d'origine (2) », de woorden « navigables, repris aux tableaux ou cartes en annexe » schrappen.

2. Bijlage 4. Nederlandse en Franse tekst : het cijfer « (1) » na de 4e, 6e, 7e en 12e lijn vervangen door het cijfer « (2) ».

3. Bijlage 5. Nederlandse en Franse tekst : het cijfer « (1) » op het einde van de 15e lijn vervangen door het cijfer « (2) ».

4. Bijlage 6. Nederlandse en Franse tekst : het cijfer « (1) » op het einde van de 14e lijn vervangen door het cijfer « (2) ».

5. Bijlage 8. Nederlandse en Franse tekst :

a) het cijfer « (1) » na de titel schrappen;
b) het cijfer « (2) » op het einde van de 7e, 8e en 9e lijn vervangen door het cijfer « (1) ».

6. Bijlage 9. Nederlandse en Franse tekst :

a) het cijfer « (1) » na de titel schrappen;
b) het cijfer « (2) » op het einde van de 7e, 8e en 11e lijn vervangen door het cijfer « (1) ».

7. Bijlage 10. Nederlandse en Franse tekst :

a) het cijfer « (1) » na de titel schrappen;
b) het cijfer « (2) » op het einde van de 7e, 8e en 9e lijn vervangen door het cijfer « (1) ».

Zelfde bijlage. Franse tekst : de tweede lijn als volgt wijzigen : « je soussigné..., bourgmestre agissant en exécution de la réquisition ».

8. Bijlage 11. Nederlandse en Franse tekst : het cijfer « (1) » na de titel schrappen.

9. Bijlage 12. Nederlandse en Franse tekst :

a) het cijfer « (1) » na de titel schrappen;
b) het cijfer « (2) » op het einde van de 6e, 7e, 10e en 12e lijn vervangen door het cijfer « (1) ».

Zelfde bijlage. Franse tekst : op de 17e lijn, na de woorden « domicilié à » het cijfer « (2) » invoegen.

10. Bijlage 13. Nederlandse en Franse tekst :

a) het cijfer « (1) » na de titel schrappen;
b) het cijfer « (2) » op het einde van de 6e, 7e en 8e lijn vervangen door het cijfer « (1) ».

Zelfde bijlage. Franse tekst : in de titel de aanduiding « (Mod. 5 B) » vervangen door de aanduiding « (Mod. 5 C) ».

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET
MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

Société nationale de la Petite Propriété terrienne
Expropriation. — Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 24 janvier 1969 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962, instituant la procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser par la voie judiciaire par la Société nationale de la Petite Propriété terrienne, sur le territoire de la commune de Ertvelde (Kluizen) en vue de l'aménagement des petites propriétés terriennes.

MINISTERIE VAN LANDBOUW
EN
MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom
Onteigening. — Hoogdringende procedure

Bij koninklijk besluit van 24 januari 1969 wordt voorgeschreven dat de bepalingen van artikel 5 van de wet van 26 juli 1962 tot instelling van een rechtpleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemeen nutte, dienen toegepast voor de gerechtelijke onteigeningen door de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom op het grondgebied van de gemeente Ertvelde (Kluizen) met het oog op het aanleggen van kleine landeigendommen.